

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4783

[C — 2007/29396]

22 JUNI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het tweede Beheerscontract van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002, 9 januari 2003, 21 december 2004 en 15 december 2006;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 maart 2007;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 22 juni 2007,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde tweede Beheerscontract van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd en heft het vorige beheerscontract op dat door het besluit van 12 juni 2003 werd goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 22 juni 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4784

[C — 2007/29395]

12 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision du 15 juin 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre non confessionnel relative à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et à la protection de la vie privée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment son article 177;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre non confessionnel;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre du Budget, en charge du Sport et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 15 juin 2007 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre non confessionnel relative à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et à la protection de la vie privée et libellée comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Portée de la décision*

Article 1^{er}. La présente décision s'applique aux membres du personnel et aux pouvoirs organisateurs relevant de la compétence de la commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre non confessionnel.

Art. 2. La présente décision a pour objet, en ce qui concerne le contrôle des données de communications électroniques en réseau de garantir d'une part, dans la relation de travail, le respect de la vie privée du membre du personnel à l'égard de données à caractère personnel et, d'autre part, les prérogatives du pouvoir organisateur lui permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement.

CHAPITRE II. — *Définition*

Art. 3. Pour l'application de la présente décision, on entend par données de communications électroniques en réseau, notamment les courriers électroniques y compris les pièces attachées et autres services d'internet, les données relatives aux communications électroniques transitant par réseau, entendues au sens large et indépendamment du support par lequel elles sont transmises ou reçues par un membre du personnel dans le cadre de la relation de travail.

CHAPITRE III. — *Engagement des parties*

Art. 4. Les parties signataires affirment les principes suivants :

- les membres du personnel reconnaissent le principe selon lequel le pouvoir organisateur dispose d'un droit de contrôle sur l'outil de travail et sur l'utilisation de cet outil par le membre du personnel dans le cadre de l'exécution de ses obligations y compris lorsque cette utilisation relève de la sphère privée, dans le respect des modalités d'application visées au chapitre IV de la présente décision;

- les pouvoirs organisateurs respectent le droit des membres du personnel à la protection de la vie privée dans le cadre de la relation de travail et des droits et obligations que celle-ci implique pour chacune des parties; de plus, ils reconnaissent que la présente décision ne peut porter préjudice à l'exercice des activités syndicales dans l'établissement.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'application*

Art. 5. Le contrôle des données de communications électroniques en réseau n'est autorisé que pour autant qu'il satisfait aux principes de finalité et de proportionnalité précisés aux articles 6 et 7 ci-après ainsi qu'au principe de transparence défini à l'article 8.

Art. 6. Le contrôle de données de communications électroniques en réseau n'est autorisé que lorsque l'une ou plusieurs des finalités suivantes est ou sont poursuivies :

1. la prévention de faits illicites ou diffamatoires, de faits contraires aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à la dignité d'autrui;
2. la protection des informations à caractère confidentiel;
3. la sécurité et/ou le bon fonctionnement technique des systèmes informatiques en réseau de l'établissement, en ce compris le contrôle des coûts y afférents, ainsi que la protection physique des installations de l'établissement;
4. le respect de bonne foi des principes et règles d'utilisation des technologies en réseau fixés dans le règlement de travail de l'établissement.

Le pouvoir organisateur définit clairement et de manière explicite la ou les finalités du contrôle.

Art. 7. Par principe, le contrôle des données de communications électroniques en réseau ne peut entraîner une ingérence dans la vie privée du membre du personnel.

Si toutefois ce contrôle entraîne une telle ingérence, celle-ci doit être réduite au minimum c'est-à-dire ne viser qu'à collecter les données de communications électroniques en réseau nécessaires au contrôle en fonction de la ou des finalités légitimes poursuivies.

Art. 8. Le pouvoir organisateur qui souhaite installer un système de contrôle des données de communications électroniques en réseau, informe préalablement le Conseil d'entreprise ou, à défaut, le Comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, la délégation syndicale, ou à défaut l'ensemble des membres du personnel sur tous les aspects de contrôle visés à l'article 10.

Art. 9. Lors de l'installation du système de contrôle des données de communications électroniques en réseau, le pouvoir organisateur informe les membres du personnel sur tous les aspects de contrôle visés à l'article 10.

Cette information doit être effective, compréhensible et mise à jour. En particulier, elle doit être donnée à tout nouveau membre du personnel.

Cette information ne dispense pas les parties de respecter le principe d'exécution de bonne foi des conventions.

Le choix du support de cette information est laissé au pouvoir organisateur.

Art. 10. L'information collective et individuelle prévue aux articles 8 et 9 porte sur les aspects suivants du contrôle des données de communications électroniques en réseau :

1. la politique de contrôle ainsi que les prérogatives du pouvoir organisateur et du personnel habilité par lui à procéder à ce contrôle;
2. la ou les finalités poursuivies;
3. le fait que les données personnelles soient ou non conservées, le lieu et la durée de conservation;
4. le caractère permanent ou non du contrôle.

En outre, l'information individuelle visée à l'article 9 porte sur :

5. l'utilisation de l'outil mis à la disposition des membres du personnel pour l'exécution de leur travail en ce compris lorsque cet outil est partagé par des étudiants ou collègues; en particulier, les limites à l'utilisation fonctionnelle de l'outil;

6. les droits, devoirs et obligations des membres du personnel et les interdictions éventuelles prévues dans l'utilisation des moyens de communications électroniques en réseau dans l'établissement, en ce compris lorsque ces moyens sont partagés par des étudiants ou collègues;

7. les sanctions éventuellement encourues en cas de manquement.

Art. 11. Une évaluation des systèmes de contrôle installés et de leur utilisation est en outre régulièrement réalisée en Conseil d'entreprise, ou, à défaut, en Comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, avec la délégation syndicale, de manière à faire des propositions en vue de les revoir en fonction des développements technologiques et légaux.

Art. 12. Le pouvoir organisateur ne peut individualiser les données de communications électroniques en réseau collectées lors d'un contrôle d'une manière incompatible avec la ou les finalités poursuivies et visées à l'article 6.

L'individualisation directe des données de communications électroniques en réseau est autorisée lorsque le contrôle poursuit une ou plusieurs des finalités visées à l'article 6, 1^o, 2^o ou 3^o.

Par individualisation des données de communications électroniques en réseau, il convient de comprendre, au sens de la présente décision, l'opération consistant à traiter les données de communications électroniques en réseau collectées lors d'un contrôle effectué par le pouvoir organisateur en vue de les attribuer à un membre du personnel identifié ou identifiable.

En cas d'utilisation de l'outil partagée avec des étudiants, ces derniers doivent pouvoir être identifiés de manière distincte de l'identification du membre du personnel ayant ceux-ci en charge.

En cas d'utilisation de l'outil partagée avec des collègues, chaque membre du personnel doit pouvoir être identifié de manière distincte.

Le pouvoir organisateur individualise les données de communications électroniques en réseau de bonne foi et en conformité avec la ou les finalités que poursuit ce contrôle.

Le pouvoir organisateur prend toutes les dispositions qui s'imposent pour éviter que les données de communications électroniques en réseau soient collectées et individualisées pour d'autres finalités que celles qu'il a déterminées. Il veillera en particulier à ce que ces données de communications collectées et individualisées soient adéquates, pertinentes et non excessives en regard des finalités qu'il a déterminées.

Art. 13. Lorsque le contrôle poursuit la finalité visée à l'article 6, 4^o, l'individualisation des données de communications électroniques en réseau n'est autorisée que moyennant le respect d'une phase préalable d'information.

Cette information a pour but de porter à la connaissance du ou des membres du personnel, de manière certaine et compréhensible, l'existence de l'anomalie et de les avertir d'une individualisation des données de communications électroniques en réseau lorsqu'une nouvelle anomalie de même nature sera constatée.

Art. 14. Le membre du personnel auquel une anomalie d'utilisation des moyens de communications électroniques en réseau peut être attribuée par la procédure d'individualisation indirecte visée à l'article 13 sera invité à un entretien par le pouvoir organisateur.

Cet entretien a pour but de permettre au membre du personnel de s'expliquer sur l'utilisation faite par lui des moyens de communications électroniques en réseau mis à sa disposition.

La finalité de cet entretien sera explicitement et clairement exprimée dans l'invitation écrite qui est faite au membre du personnel. Ce dernier peut se faire accompagner par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Le cas échéant, il ne peut se substituer à la procédure disciplinaire proprement dite telle que prévue dans les dispositions statutaires en vigueur.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 15. La présente décision est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

La partie qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement auprès du Président de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur libre non confessionnel.

Art. 16. Les parties signataires de la présente décision demandent au Gouvernement de la Communauté française la force obligatoire. ”

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre qui a dans ses attributions les statuts des membres du personnel de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-présidente
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-président,
Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4784

[C — 2007/29395]

12 OKTOBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 15 juni 2007 van de Centrale Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende het gebruik van de Informatie- en Communicatietechnologieën (ICT) en betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verbindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 177;

Gelet op de aanvraag van de Centrale Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, belast met de Sport en de Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van 15 juni 2007 van de Centrale Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende het gebruik van de Informatie- en Communicatietechnologieën (ICT) en betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt verbindend verklaard en luidt als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Strekking van de beslissing*

Artikel 1. Deze beslissing is van toepassing op de personeelsleden en de inrichtende machten die behoren tot de bevoegdheid van de Centrale Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 2. Deze beslissing heeft, wat betreft de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens, enerzijds in de arbeidsverhouding de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van het personeelslid tegenover persoonlijke gegevens en anderzijds de prerogatieven van de inrichtende machten die hem toelaten de goede werking van de instelling te garanderen, te waarborgen.

HOOFDSTUK II. — *Definitie*

Art. 3. Voor de toepassing van deze beslissing wordt onder elektronische on-linecommunicatiegegevens, inzonderheid de e-mails met inbegrip van de attachments en andere internetdiensten, de gegevens verstaan betreffende de elektronische communicaties die on-line gebeuren, in de brede zin en onafhankelijk van de drager voor het verzenden of ontvangen door een personeelslid in het kader van de arbeidsverhouding.

HOOFDSTUK III. — *Verbintenis van de partijen*

Art. 4. De ondertekenende partijen garanderen de volgende principes :

- de personeelsleden erkennen het principe volgens welk de inrichtende macht over een controlerecht bezit over het bedrijfsapparaat en over het gebruik van dat bedrijfsapparaat door het personeelslid in het kader van de uitvoering van zijn verplichtingen, ook wanneer dat gebruik tot de persoonlijke levenssfeer behoort, met inachtneming van de van toepassing zijnde modaliteiten bedoeld in Hoofdstuk IV van deze beslissing;

- de inrichtende machten eerbiedigen de rechten van de personeelsleden op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het kader van de arbeidsverhouding en de rechten en plichten die deze voor elke partij impliceert; daarenboven erkennen zij dat deze beslissing de uitoefening van de syndicale activiteiten in de instelling niet kan storen.

HOOFDSTUK IV. — *Toepassingsmodaliteiten*

Art. 5. De controle van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wordt enkel toegelaten voor zover ze voldoet aan de principes van finaliteit en evenredigheid bedoeld in de hierna vermelde artikelen 6 en 7 alsmede aan de principes van transparantie bedoeld in artikel 8.

Art. 6. De controle van de elektronische on-linecommunicaties wordt enkel toegelaten wanneer één of meerdere van de volgende finaliteiten worden nagestreefd:

1. de preventie van onwettige of beledigende feiten, van feiten die tegen de goede zeden zijn of de waardigheid van een ander zouden kunnen aantasten;
2. de bescherming van de vertrouwelijke informatie;
3. de veiligheid en/of de goede technische werking van de on-line functionerende computersystemen van de instelling, met inbegrip van de controle van de kosten die daarop betrekking hebben, alsmede de fysieke bescherming van de installaties van de instelling;
4. de naleving te goeder trouw van de principes en regels voor het gebruik van de on-linetechnologieën vastgesteld in het arbeidsreglement van de instelling.

De inrichtende macht bepaalt precies en uitvoerig de finaliteit(en) voor de controle.

Art. 7. Uit principe kan de controle van de elektronische on-linecommunicatiegegevens geen inmenging veroorzaken in de persoonlijke levenssfeer van het personeelslid.

Als die controle evenwel zulke inmenging veroorzaakt, moet deze tot het minimale worden beperkt, en slechts de elektronische on-linecommunicatiegegevens beogen die nodig zijn in functie van de vooropgestelde rechtmatige finaliteiten.

Art. 8. De inrichtende macht die een systeem wenst te installeren voor het controleren van de elektronische on-linecommunicatiegegevens, informeert op voorhand de Ondernemingsraad of bij gebrek het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis daarvan, de vakvereniging of, bij ontstentenis daarvan, het geheel van de personeelsleden over alle aspecten van de controle bedoeld in artikel 10.

Art. 9. Bij de installatie van het systeem voor de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens informeert de inrichtende macht de personeelsleden over de aspecten van de controle bedoeld in artikel 10.

Deze informatie moet effectief, verstaanbaar zijn en bijgewerkt worden. Deze moet inzonderheid meegedeeld worden aan elk nieuw personeelslid.

Deze informatie stelt de partijen ervan niet vrij het principe van de uitvoering te goeder trouw van de conventies na te leven.

De keuze van de informatiedrager wordt aan de inrichtende macht overgelaten.

Art. 10. De collectieve en individuele informatie bedoeld in de artikelen 8 en 9 heeft betrekking op de volgende aspecten van de controle op de elektronische on-linecommunicatiegegevens:

1. het controlebeleid alsmede de prerogatieven van de inrichtende macht en van het personeel dat door hem gemachtigd wordt die controle uit te voeren;

2. de beoogde finaliteit(en);

3. het feit dat de persoonlijke gegevens al dan niet bewaard zijn, de plaats en de duur van bewaring;

4. de al dan niet permanente aard van de controle.

Daarenboven heeft de in artikel 9 bedoelde individuele informatie betrekking op :

5. het gebruik van het bedrijfsapparaat ter beschikking gesteld van de personeelsleden voor de uitvoering van hun werk, ook wanneer dat bedrijfsapparaat gedeeld wordt met studenten of collega's; inzonderheid, de limieten voor het functionele gebruik van het bedrijfsapparaat;

6. de rechten, plichten en verplichtingen van de personeelsleden en de eventuele verboden voor het gebruik van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen in de instelling, ook wanneer deze middelen gedeeld worden met studenten of collega's;

7. de eventuele sancties bij nalatigheid.

Art. 11. Een evaluatie van de geïnstalleerde controlesystemen en hun gebruik wordt daarenboven regelmatig gevoerd in de Ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, op het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis daarvan, met de vakvereniging, zodat voorstellen gemaakt worden voor het herzien ervan in functie van de technologische en wettelijke ontwikkelingen.

Art. 12. De inrichtende macht kan de elektronische on-linecommunicatiegegevens die bij een controle werden verzameld op een wijze die onverenigbaar is met de finaliteit(en) bedoeld in artikel 6 niet individualiseren.

De directe individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wordt toegelaten wanneer de controle een of meerdere finaliteiten beoogt bedoeld in artikel 6, 1^o, 2^o of 3^o.

Onder individualisering van de gegevens van de elektronische on-linecommunicatiegegevens moet verstaan worden, in de zin van deze beslissing, de handeling die erin bestaat de elektronische on-linecommunicatiegegevens te verwerken die verzameld werden bij een controle uitgevoerd door de inrichtende macht om die aan een geïdentificeerd of identificeerbaar personeelslid toe te kennen.

Wanneer het gebruik van het bedrijfsapparaat gedeeld wordt met studenten moeten deze laatsten duidelijk geïdentificeerd kunnen worden, afzonderlijk van het personeelslid onder wiens bevoegdheid zij staan.

Wanneer het gebruik van het bedrijfsapparaat gedeeld wordt met collega's moet elk personeelslid duidelijk geïdentificeerd kunnen worden.

De inrichtende macht individualiseert de elektronische on-linecommunicatiegegevens te goeder trouw en conform de finaliteiten van die controle.

De inrichtende macht treft alle maatregelen die nodig zijn om te vermijden dat de elektronische on-linecommunicatiegegevens voor een andere finaliteit verzameld en geïndividualiseerd zouden zijn dan deze die zij bepaald heeft. Zij zal er inzonderheid voor zorgen dat de verzamelde en geïndividualiseerde communicatiegegevens passend, relevant en niet-overmatig zouden zijn wat betreft de bepaalde finaliteiten.

Art. 13. Wanneer de controle de in artikel 6, 4^o, bedoelde finaliteit beoogt, wordt de individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens slechts toegelaten mits de naleving van een voorafgaande informatiefase.

Die informatie heeft tot doel op zekere en verstaanbare wijze het bestaan van de onregelmatigheid mee te delen aan het/de personeelslid(leden) en hen op de hoogte te brengen van een nieuwe individualisering van de elektronische on-linecommunicatiegegevens wanneer een onregelmatigheid van dezelfde aard zal worden vastgesteld.

Art. 14. Het personeelslid aan wie een onregelmatigheid kan worden toegewezen voor het gebruik van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen door de procedure van onrechtstreekse individualisering bedoeld in artikel 13, zal uitgenodigd worden voor een gesprek door de inrichtende macht.

Dat gesprek heeft tot doel dat het personeelslid uitleg kan geven over het gebruik dat hij gemaakt heeft van de elektronische on-linecommunicatiemiddelen die te zijner beschikking werden gesteld.

De finaliteit van dat gesprek zal expliciet en duidelijk bepaald worden in de schriftelijke uitnodiging die naar het personeelslid gestuurd wordt. Het personeelslid kan begeleid worden door een vertegenwoordiger van een representatieve vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in dienstactiviteit of in ruste gesteld van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In voorkomend geval kan het de tuchtprocedure zelf, zoals bepaald in de van kracht zijnde statutaire bepalingen, niet vervangen.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. Deze beslissing wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Ze treedt in werking op 1 september 2007.

Ze zal herzien of opgezegd worden op de aanvraag van de meest gereede ondertekenende partij mits een opzeggingstermijn van zes maanden.

De partij die het initiatief neemt van de herziening of de opzegging moet de motieven ervan aanduiden en amendementsvoorstellen voorleggen bij de Voorzitter van de Centrale Paritaire Commissie van het niet-confessioneel vrij hoger onderwijs.

Art. 16. De ondertekende partijen bij deze beslissing vragen aan de Regering van de Franse Gemeenschap dat de beslissing verbindend wordt verklaard.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het personeel van het hoger onderwijs behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président, Minister van Begroting belast met Sport en Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4785

[C - 2007/29417]

**26 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992
exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et, plus précisément, dans l'article 10, alinéa 4;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 1^{er} juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, rendu le 2 juillet 2007;

Vu le protocole de négociation du 23 août 2007 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 23 août 2007 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 6, § 2, 2^o a), de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les termes « par 8, 12 ou 16 » sont remplacés par les termes « par 8, 12, 16 ou 20 ».

Art. 2. A l'article 13, § 5, 3^o, du même arrêté, le littéra a) est complété par les termes «, sauf conducteur de poids lourds ».

Art. 3. A l'article 13, § 5, du même arrêté, il est ajouté un littéra 4^o libellé comme suit :

« 4^o à raison de 20 périodes, l'option conducteur de poids lourds dans le secteur industrie ».

Art. 4. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Bruxelles, le 26 octobre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA